

Report by the Secretary-General concerning the meeting of the Parliament of the Republic of the Congo (Leopoldville) and the establishment, on 2 August 1961, of a new Government of the Republic

[Original text: English and French]
[2 August 1961]

1. Part B, paragraph 1, of the resolution which the Security Council adopted on 21 February 1961:¹⁶

"Urges the convening of Parliament and the taking of necessary protective measures in that connexion"

and paragraph 5 of General Assembly resolution 1600 (XV) of 5 April 1961

"Urges the convening of Parliament without delay, with safe conduct and security extended to the members of Parliament by the United Nations, so that Parliament may take the necessary decisions concerning the formation of a national government and on the future constitutional structure of the Republic of the Congo in accordance with the constitutional processes laid down in the *Loi fondamentale*."

2. On 20 June 1961 the Secretary-General informed the Security Council that an agreement on the modalities for the convening of Parliament had been reached between the representatives of the Leopoldville and Stanleyville authorities and stated that he accepted all the responsibilities which under that agreement devolved upon the United Nations.¹⁷

3. By order No. 41 of 5 July 1961 President Kasa-Vubu convened the legislative chambers to meet on 15 July.¹⁸

4. With the assistance and under the protection of the United Nations, the members of Parliament assembled at Lovanium, Leopoldville, where the Senate began to hold its sessions on 22 July 1961 and the House of Representatives on 23 July.

5. On 1 August 1961, by order No. 61, the President of the Republic nominated Mr. Cyrille Adoula as formateur.

6. On 2 August 1961 both Houses of Parliament approved the new Government, the Senate voting unanimously and the House of Representatives unanimously with one abstention. The names of the members of the Government are reproduced in annex I.

7. Likewise on 2 August 1961 the House of Representatives adopted unanimously a resolution (reproduced in annex II), and the Senate and the House of Representatives adopted unanimously a resolution (reproduced in annex III).

¹⁵ Also circulated to the General Assembly as document A/4830.

¹⁶ *Official Records of the Security Council, Sixteenth Year, Supplement for January, February and March 1961*, document S/4741.

¹⁷ *Ibid.*, *Supplement for April, May and June 1961*, document S/4841, paras. 6 and 7.

¹⁸ *Ibid.*, document S/4841/Add.3.

Rapport du Secrétaire général sur la réunion du Parlement de la République du Congo (Leopoldville) et la formation, le 2 août 1961, d'un nouveau Gouvernement de la République

[Texte original en français et en anglais]
[2 août 1961]

1. Par le paragraphe 1 de la partie B de la résolution qu'il a adoptée le 21 février 1961¹⁶, le Conseil de sécurité:

« Demande instamment la convocation du Parlement et l'adoption des mesures de protection nécessaires à cet égard »

et, par le paragraphe 5 de sa résolution 1600 (XV) en date du 15 avril 1961, l'Assemblée générale:

« Demande instamment que le Parlement soit convoqué sans délai, l'Organisation des Nations Unies délivrant des sauf-conduits aux membres du Parlement et assurant leur sécurité, de façon que le Parlement puisse prendre les décisions nécessaires concernant la formation d'un gouvernement national et la future structure constitutionnelle de la République du Congo conformément aux procédures constitutionnelles définies dans la *Loi fondamentale*. »

2. Le 20 juin 1961, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité que les représentants des autorités de Leopoldville et de Stanleyville étaient parvenus à un accord sur les modalités de la convocation du Parlement, et il a déclaré qu'il acceptait toutes les responsabilités qui incombaient aux Nations Unies en vertu de cet accord.¹⁷

3. Par l'ordonnance n° 41 du 5 juillet 1961, le président Kasa-Vubu a convoqué les chambres législatives pour le 15 juillet.¹⁸

4. Avec l'assistance et sous la protection des Nations Unies, les membres du Parlement se sont réunis au Lovanium, à Leopoldville, où le Sénat a commencé à tenir ses séances le 22 juillet 1961 et la Chambre des représentants le 23 juillet.

5. Le 1^{er} août 1961, par l'ordonnance n° 61, le Président de la République a désigné M. Cyrille Adoula comme formateur.

6. Le 2 août 1961, les deux chambres du Parlement ont approuvé le nouveau gouvernement, le Sénat à l'unanimité et la Chambre des représentants à l'unanimité avec une abstention. On trouvera dans l'annexe I ci-après les noms des membres du gouvernement.

7. Le 2 août 1961 également, la Chambre des représentants a adopté à l'unanimité une résolution reproduite dans l'annexe II, et le Sénat et la Chambre des représentants ont adopté à l'unanimité la résolution reproduite dans l'annexe III.

¹⁵ Communiqué également à l'Assemblée générale sous la cote A/4830.

¹⁶ *Documents officiels du Conseil de sécurité, seizième année, Supplément de janvier, février et mars 1961*, document S/4741.

¹⁷ *Ibid.*, *Supplément d'avril, mai et juin 1961*, document S/4841, par. 6 et 7.

¹⁸ *Ibid.*, document S/4841/Add.3.

Report by the Secretary-General concerning the meeting of the Parliament of the Republic of the Congo (Leopoldville) and the establishment, on 2 August 1961, of a new Government of the Republic

[Original text: English and French]
[2 August 1961]

1. Part B, paragraph 1, of the resolution which the Security Council adopted on 21 February 1961:¹⁶

“Urges the convening of Parliament and the taking of necessary protective measures in that connexion”

and paragraph 5 of General Assembly resolution 1600 (XV) of 5 April 1961

“Urges the convening of Parliament without delay, with safe conduct and security extended to the members of Parliament by the United Nations, so that Parliament may take the necessary decisions concerning the formation of a national government and on the future constitutional structure of the Republic of the Congo in accordance with the constitutional processes laid down in the *Loi fondamentale*.”

2. On 20 June 1961 the Secretary-General informed the Security Council that an agreement on the modalities for the convening of Parliament had been reached between the representatives of the Leopoldville and Stanleyville authorities and stated that he accepted all the responsibilities which under that agreement devolved upon the United Nations.¹⁷

3. By order No. 41 of 5 July 1961 President Kasa-Vubu convened the legislative chambers to meet on 15 July.¹⁸

4. With the assistance and under the protection of the United Nations, the members of Parliament assembled at Lovanium, Leopoldville, where the Senate began to hold its sessions on 22 July 1961 and the House of Representatives on 23 July.

5. On 1 August 1961, by order No. 61, the President of the Republic nominated Mr. Cyrille Adoula as *formateur*.

6. On 2 August 1961 both Houses of Parliament approved the new Government, the Senate voting unanimously and the House of Representatives unanimously with one abstention. The names of the members of the Government are reproduced in annex I.

7. Likewise on 2 August 1961 the House of Representatives adopted unanimously a resolution (reproduced in annex II), and the Senate and the House of Representatives adopted unanimously a resolution (reproduced in annex III).

Rapport du Secrétaire général sur la réunion du Parlement de la République du Congo (Leopoldville) et la formation, le 2 août 1961, d'un nouveau Gouvernement de la République

[Texte original en français et en anglais]
[2 août 1961]

1. Par le paragraphe 1 de la partie B de la résolution qu'il a adoptée le 21 février 1961¹⁶, le Conseil de sécurité:

« Demande instamment la convocation du Parlement et l'adoption des mesures de protection nécessaires à cet égard »

et, par le paragraphe 5 de sa résolution 1600 (XV) en date du 15 avril 1961, l'Assemblée générale:

« Demande instamment que le Parlement soit convoqué sans délai, l'Organisation des Nations Unies délivrant des sauf-conduits aux membres du Parlement et assurant leur sécurité, de façon que le Parlement puisse prendre les décisions nécessaires concernant la formation d'un gouvernement national et la future structure constitutionnelle de la République du Congo conformément aux procédures constitutionnelles définies dans la Loi fondamentale. »

2. Le 20 juin 1961, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité que les représentants des autorités de Leopoldville et de Stanleyville étaient parvenus à un accord sur les modalités de la convocation du Parlement, et il a déclaré qu'il acceptait toutes les responsabilités qui incombait aux Nations Unies en vertu de cet accord¹⁷.

3. Par l'ordonnance n° 41 du 5 juillet 1961, le président Kasa-Vubu a convoqué les chambres législatives pour le 15 juillet¹⁸.

4. Avec l'assistance et sous la protection des Nations Unies, les membres du Parlement se sont réunis au Lovanium, à Leopoldville, où le Sénat a commencé à tenir ses séances le 22 juillet 1961 et la Chambre des représentants le 23 juillet.

5. Le 1^{er} août 1961, par l'ordonnance n° 61, le Président de la République a désigné M. Cyrille Adoula comme *formateur*.

6. Le 2 août 1961, les deux chambres du Parlement ont approuvé le nouveau gouvernement, le Sénat à l'unanimité et la Chambre des représentants à l'unanimité avec une abstention. On trouvera dans l'annexe I ci-après les noms des membres du gouvernement.

7. Le 2 août 1961 également, la Chambre des représentants a adopté à l'unanimité une résolution reproduite dans l'annexe II, et le Sénat et la Chambre des représentants ont adopté à l'unanimité la résolution reproduite dans l'annexe III.

¹⁵ Also circulated to the General Assembly as document A/4830.

¹⁶ *Official Records of the Security Council, Sixteenth Year, Supplement for January, February and March 1961*, document S/4741.

¹⁷ *Ibid.*, *Supplément for April, May and June 1961*, document S/4841, paras. 6 and 7.

¹⁸ *Ibid.*, document S/4841/Add.3.

¹⁵ Communiqué également à l'Assemblée générale sous la cote A/4830.

¹⁶ *Documents officiels du Conseil de sécurité, seizième année, Supplément de janvier, février et mars 1961*, document S/4741.

¹⁷ *Ibid.*, *Supplément d'avril, mai et juin 1961*, document S/4841, par. 6 et 7.

¹⁸ *Ibid.*, document S/4841/Add.3.

Report by the Secretary-General concerning the meeting of the Parliament of the Republic of the Congo (Leopoldville) and the establishment, on 2 August 1961, of a new Government of the Republic

[Original text: English and French]
[2 August 1961]

1. Part B, paragraph 1, of the resolution which the Security Council adopted on 21 February 1961:¹⁶

“Urges the convening of Parliament and the taking of necessary protective measures in that connexion”

and paragraph 5 of General Assembly resolution 1600 (XV) of 5 April 1961

“Urges the convening of Parliament without delay, with safe conduct and security extended to the members of Parliament by the United Nations, so that Parliament may take the necessary decisions concerning the formation of a national government and on the future constitutional structure of the Republic of the Congo in accordance with the constitutional processes laid down in the *Loi fondamentale*.”

2. On 20 June 1961 the Secretary-General informed the Security Council that an agreement on the modalities for the convening of Parliament had been reached between the representatives of the Leopoldville and Stanleyville authorities and stated that he accepted all the responsibilities which under that agreement devolved upon the United Nations.¹⁷

3. By order No. 41 of 5 July 1961 President Kasa-Vubu convened the legislative chambers to meet on 15 July.¹⁸

4. With the assistance and under the protection of the United Nations, the members of Parliament assembled at Lovanium, Leopoldville, where the Senate began to hold its sessions on 22 July 1961 and the House of Representatives on 23 July.

5. On 1 August 1961, by order No. 61, the President of the Republic nominated Mr. Cyrille Adoula as *formateur*.

6. On 2 August 1961 both Houses of Parliament approved the new Government, the Senate voting unanimously and the House of Representatives unanimously with one abstention. The names of the members of the Government are reproduced in annex I.

7. Likewise on 2 August 1961 the House of Representatives adopted unanimously a resolution (reproduced in annex II), and the Senate and the House of Representatives adopted unanimously a resolution (reproduced in annex III).

¹⁵ Also circulated to the General Assembly as document A/4830.

¹⁶ *Official Records of the Security Council, Sixteenth Year, Supplement for January, February and March 1961*, document S/4741.

¹⁷ *Ibid.*, *Supplement for April, May and June 1961*, document S/4841, paras. 6 and 7.

¹⁸ *Ibid.*, document S/4841/Add.3.

Rapport du Secrétaire général sur la réunion du Parlement de la République du Congo (Leopoldville) et la formation, le 2 août 1961, d'un nouveau Gouvernement de la République

[Texte original en français et en anglais]
[2 août 1961]

1. Par le paragraphe 1 de la partie B de la résolution qu'il a adoptée le 21 février 1961¹⁶, le Conseil de sécurité:

« *Demande instamment* la convocation du Parlement et l'adoption des mesures de protection nécessaires à cet égard »

et, par le paragraphe 5 de sa résolution 1600 (XV) en date du 15 avril 1961, l'Assemblée générale:

« *Demande instamment* que le Parlement soit convoqué sans délai, l'Organisation des Nations Unies délivrant des sauf-conduits aux membres du Parlement et assurant leur sécurité, de façon que le Parlement puisse prendre les décisions nécessaires concernant la formation d'un gouvernement national et la future structure constitutionnelle de la République du Congo conformément aux procédures constitutionnelles définies dans la *Loi fondamentale*. »

2. Le 20 juin 1961, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité que les représentants des autorités de Leopoldville et de Stanleyville étaient parvenus à un accord sur les modalités de la convocation du Parlement, et il a déclaré qu'il acceptait toutes les responsabilités qui incombent aux Nations Unies en vertu de cet accord¹⁷.

3. Par l'ordonnance n° 41 du 5 juillet 1961, le président Kasa-Vubu a convoqué les chambres législatives pour le 15 juillet¹⁸.

4. Avec l'assistance et sous la protection des Nations Unies, les membres du Parlement se sont réunis au Lovanium, à Leopoldville, où le Sénat a commencé à tenir ses séances le 22 juillet 1961 et la Chambre des représentants le 23 juillet.

5. Le 1^{er} août 1961, par l'ordonnance n° 61, le Président de la République a désigné M. Cyrille Adoula comme *formateur*.

6. Le 2 août 1961, les deux chambres du Parlement ont approuvé le nouveau gouvernement, le Sénat à l'unanimité et la Chambre des représentants à l'unanimité avec une abstention. On trouvera dans l'annexe I ci-après les noms des membres du gouvernement.

7. Le 2 août 1961 également, la Chambre des représentants a adopté à l'unanimité une résolution reproduite dans l'annexe II, et le Sénat et la Chambre des représentants ont adopté à l'unanimité la résolution reproduite dans l'annexe III.

¹⁵ Communiqué également à l'Assemblée générale sous la cote A/4830.

¹⁶ *Documents officiels du Conseil de sécurité, seizième année, Supplément de janvier, février et mars 1961*, document S/4741.

¹⁷ *Ibid.*, *Supplément d'avril, mai et juin 1961*, document S/4841, par. 6 et 7.

¹⁸ *Ibid.*, document S/4841/Add.3.

ANNEX I

MEMBERS OF THE NEW GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE CONGO (LEOPOLDVILLE)

Prime Minister: C. Adoula
Deputy Prime Minister: A. Gizenga
Deputy Prime Minister: J. Sendwe
Deputy Prime Minister: J. Bolikango

Ministers

Foreign Affairs: J. Bomboko
National Defence: C. Adoula
Interior: C. Gbenye
Information and Cultural Affairs: J. Iléo
Finance: A. Pinzi
Justice: R. Mwamba
Economic Affairs: A. Eleo
Co-ordination and Planning: A. Kabangi
Labour and Social Welfare: C. Kisolokela
Youth and Sport: M. Mongali
Public Health: G. Kamanga
Agriculture: J. C. Weregemere
Public Works: A. Ilunga
Mining and Power Resources: E. Rudagindwa
Public Administration: P. Masikita
Foreign Trade: M. Bisukiro
Post, Telegraph and Telephone: F. Mungamba
Land Affairs: A. Mahamba
Transport and Communications: S. Kama
Social Affairs: Assumany Senghi
National Education: J. Ngalula
Portfolio of the Republic: S. Badibanga
Tribal Affairs: A. Lumanza
Middle Classes: J. Lutula

Secretaries of State

Finance: F. Kabange-Numbi
Mining and Power Resources: A. Muhunga
Foreign Affairs (United Nations): S. Kapongo
Economic Affairs: M. Tshishiku
Agriculture: E. Kihuyu
Foreign Trade: A. Anekonzapa
Foreign Affairs (Technical Assistance): M. Lengema
Public Administration: D. Uketwengu
National Defence: J. Bundhe
Interior: A. Kambale
Transport and Communications: N. Omari
African Affairs: J. Matiti
Information: E. Zola
Justice: P. Bolya
Community Co-ordination, Planning and Development: L. Mbariko.

ANNEX II

TEXT OF THE RESOLUTION ADOPTED UNANIMOUSLY BY THE HOUSE OF REPRESENTATIVES ON 2 AUGUST 1961

The House of Representatives,

Expresses its gratitude to the United Nations and its services for the order and security which have been provided to ensure the protection of the members of Parliament during the session at Lovanium;

Notes that, thanks to this protection, the debates have taken place and the decisions have been adopted in an atmosphere of absolute security, free from threats or coercion;

Urges again that the United Nations provide this security for the members of Parliament who shall request it or who shall be in any way threatened.

ANNEXE I

COMPOSITION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO (LÉOPOLDVILLE)

Premier Ministre: C. Adoula
Vice-Premier Ministre: A. Gizenga
Vice-Premier Ministre: J. Sendwe
Vice-Premier Ministre: J. Bolikango

Ministres

Affaires étrangères: J. Bomboko
Défense nationale: C. Adoula
Intérieur: C. Gbenye
Informations et affaires culturelles: J. Iléo
Finances: A. Pinzi
Justice: R. Mwamba
Affaires économiques: A. Eleo
Coordination et plan: A. Kabangi
Travail et prévoyance sociale: C. Kisolokela
Jeunesse et sports: M. Mongali
Santé publique: G. Kamanga
Agriculture: J. Ch. Weregemere
Travaux publics: A. Ilunga
Mines et énergie: E. Rudagindwa
Fonction publique: P. Masikita
Commerce extérieur: M. Bisukiro
Postes, télégraphes, téléphones: F. Mungamba
Affaires foncières: A. Mahamba
Transports et communications: S. Kama
Affaires sociales: Assumany Senghi
Éducation nationale: J. Ngalula
Portefeuille de la République: S. Badibanga
Affaires coutumières: A. Lumanza
Classes moyennes: J. Lutula

Secrétaires d'État

Finances: F. Kabange-Numbi
Mines et énergie: A. Muhunga
Affaires étrangères (ONU): S. Kapongo
Affaires économiques: M. Tshishiku
Agriculture: E. Kihuyu
Commerce extérieur: A. Anekonzapa
Affaires étrangères (Assistance technique): M. Lengema
Fonction publique: D. Uketwengu
Défense nationale: J. Bundhe
Intérieur: A. Kambale
Transports et communications: N. Omari
Affaires africaines: J. Matiti
Information: E. Zola
Justice: P. Bolya
Coordination, plan et développement communautaires: L. Mbariko.

ANNEXE II

TEXTE DE LA RÉOLUTION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ LE 2 AOÛT 1961, PAR LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

La Chambre des représentants,

Exprime sa reconnaissance à l'ONU et à ses services d'ordre et de sécurité prévus pour assurer la protection de ses membres pendant la session du Parlement à Lovanium;

Constate que grâce à cette protection les débats se sont déroulés et les décisions ont été prises dans une atmosphère de sécurité totale, libre de toute menace ou pression;

Sollicite encore de l'ONU cette même sécurité pour les parlementaires qui en feront la demande ou qui se verront sous une menace quelconque.

ANNEX III

TEXT OF THE RESOLUTION ADOPTED UNANIMOUSLY BY THE HOUSE OF REPRESENTATIVES AND THE SENATE ON 2 AUGUST 1961

Considering the constitutional crisis which followed the adjournment of Parliament and the death of Mr. Patrice Lumumba, Prime Minister of the first Central Government of the Republic of the Congo, and which has seriously threatened the well-being and progress of the nation,

Considering the desire of the Congolese people, expressed through its duly elected representatives meeting in parliamentary session, to put an end to the constitutional crisis,

Considering the urgent need for the formation of a Government of national unity and political reconciliation which alone might be able to resolve the difficult problems confronting the nation,

Considering that it rests with the Chambers alone to give an authoritative interpretation of the laws and that it rests with Parliament alone to re-establish legality,

Declares that:

The lack of a Central Government whose authority is founded on an incontestable and universally recognized constitutional basis has created a void which must be filled by the formation of a new Government;

On the formation of the new Government and from the moment when it shall have obtained a vote of confidence in the Chambers, no other Government may claim to act as the constitutional Government of the Republic of the Congo;

The new Government of national unity shall be the legal successor of the first Central Government of the Republic of the Congo.

ANNEXE III

TEXTE DE LA RÉOLUTION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ, LE 2 AOÛT 1961, PAR LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET LE SÉNAT

Vu la crise constitutionnelle qui suivit l'ajournement du Parlement et le décès du Premier Ministre du premier Gouvernement central de la République du Congo, M. Patrice Lumumba, et qui a gravement compromis le bien-être et le progrès de la nation,

Vu le désir du peuple congolais, exprimé par ses représentants dûment élus réunis en session de Parlement, de mettre fin à la crise constitutionnelle,

Vu l'urgence de former un gouvernement d'unité nationale et de réconciliation politique qui seul pourrait résoudre les problèmes difficiles qui confrontent la nation,

Vu que l'interprétation des lois par voie d'autorité n'appartient qu'aux chambres et que dans la crise constitutionnelle dans laquelle se trouve le Congo il appartient au Parlement seul de rétablir la légalité,

Déclare que :

L'absence d'un gouvernement central dont le pouvoir sera fondé sur une base constitutionnelle incontestable et universellement reconnue a créé un vide qui doit être rempli par la formation d'un nouveau gouvernement;

Avec la formation du nouveau gouvernement et du moment qu'il aura obtenu la confiance des chambres, nul autre gouvernement ne pourra prétendre exercer les fonctions constitutionnelles du Gouvernement de la République du Congo;

Le nouveau gouvernement d'unité nationale sera le successeur légal du premier Gouvernement central de la République du Congo.

DOCUMENT S/4914

Letter dated 1 August 1961 from the representative of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the President of the Security Council

[Original text: English]
[3 August 1961]

On instructions from Her Majesty's Government in the United Kingdom, I have the honour to refer to the letter of 26 July 1961 [S/4892] addressed to the President of the Security Council by the representative of Iraq concerning three British soldiers in a scout car who had been apprehended inside Iraqi territory.

The incident to which reference is made in the letter occurred in the following circumstances. On the morning of 23 July an unarmed scout car carrying three men, none of whom was an officer, set out on a routine road check in the featureless area of Kuwait adjoining the undemarcated frontier with Iraq. The men lost their way, inadvertently entered Iraqi territory and were arrested.

Her Majesty's Embassy at Baghdad have requested assurances from the Iraqi authorities that the men and the vehicle will be returned to Kuwait and that meanwhile the Embassy will be permitted immediate access to the men. It is hoped that the Iraqi Government will promptly accede to these requests which are in accord with normal international practice.

It is clear that the occurrence to which the delegate of Iraq made reference was not an aggressive or provoca-

Lettre, en date du 1^{er} août 1961, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

[Texte original en anglais]
[3 août 1961]

D'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, j'ai l'honneur de me référer à la lettre du 26 juillet 1961 [S/4892] adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Irak au sujet de trois soldats britanniques se trouvant dans une auto de reconnaissance qui ont été appréhendés en territoire irakien.

L'incident dont il est question dans cette lettre s'est produit dans les circonstances suivantes. Dans la matinée du 23 juillet, trois hommes, dont aucun n'était officier, sont partis dans une auto de reconnaissance sans arme pour procéder au contrôle habituel des routes dans une région du Koweït dépourvue de points de repère et adjacente à la frontière de l'Irak, qui n'est pas délimitée. Les trois hommes se sont perdus, ont pénétré par inadvertance en territoire irakien et ont été arrêtés.

L'ambassade de Sa Majesté à Bagdad a demandé aux autorités irakiennes l'assurance que les soldats seront autorisés à retourner au Koweït avec leur véhicule et qu'en attendant l'ambassade pourra entrer immédiatement en contact avec eux. Il faut espérer que le Gouvernement irakien accédera promptement à cette demande, qui est conforme à la pratique internationale habituelle.

Il est évident que l'incident dont le représentant de l'Irak fait état ne constitue pas un acte d'agression ni de